

## **Réponse de Storengy à la consultation publique** **relative à la création d'une place de marché gaz unique** **en France en 2018**

Pour Storengy, l'intérêt de la fusion des zones Nord et Sud n'est pas démontré par l'étude Pöyry. Ainsi, les bénéfices engendrés par les investissements envisagés dans le réseau de transport n'apparaissent pas supérieurs aux surcoûts supportés par les consommateurs de gaz en France. Au contraire, les différences de prix actuelles entre les deux zones donnent un signal de prix au marché pour apporter du gaz en zone Sud, reflétant une réalité physique qui ne peut être ignorée.

Une fusion anticipée Nord - Sud entraînerait des problématiques fortes en termes de sécurité d'approvisionnement.

Dans tous les cas (fusion anticipée ou non), il apparaît plus raisonnable, pour préserver la compétitivité du gaz naturel, de trouver d'autres solutions permettant une meilleure optimisation des infrastructures existantes afin de renforcer les capacités disponibles entre les deux zones. Storengy suggère en particulier d'approfondir l'étude des solutions reposant sur le stockage :

- poursuite du développement des produits de type JTS ;
- appels de flux localisés aux PITS
- tarifs incitatifs sur les PITS (négatifs) ;
- ...

-O-O-O-O-O-O-

### **Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE en ce qui concerne la méthodologie retenue dans l'étude Pöyry ?**

La méthodologie retenue dans l'étude Pöyry n'est pas satisfaisante sur plusieurs points, parmi lesquels on peut souligner les suivants :

- Les hypothèses prises en compte sur les souscriptions de capacités de stockage ne sont pas clairement explicitées et certaines sont irréalistes (par exemple, utilisation homogène des stockages quel que soit leur niveau de remplissage) ;
- L'approche coûts/bénéfices présente plusieurs biais :
  - L'impact sur l'activité stockage (perte de valeur éventuelles) est mal pris en compte.

- Les coûts relatifs aux investissements du cœur de réseau déjà entrepris et nécessaires à la fusion Nord/Sud, comme l'Arc de Dierrey, auraient dû être inclus dans l'analyse coût/bénéfice.
- L'utilisation du seul signal de prix marginal que représente le spread Nord/Sud surévalue largement les bénéfices attendus de la fusion des zones. En effet, aujourd'hui seule une partie des clients paye le prix de marché du PEG Sud, les autres ayant recours à d'autres solutions d'approvisionnement.

**Question 2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE, en ce qui concerne les résultats quantitatifs et qualitatifs de l'étude Pöyry au niveau de la France ?**

Storengy ne partage pas l'analyse de la CRE sur les résultats quantitatifs et qualitatifs de l'étude Pöyry :

1) Sur les résultats quantitatifs :

- Il est paradoxal de conclure qu'un investissement de près d'un milliard d'euros sur des infrastructures n'est rentable que dans l'hypothèse où la consommation française diminue de 20%. Ce paradoxe devrait nous interpeller sur qui va bénéficier de ces investissements (gains d'arbitrage dégagés par le fait de détourner des cargaisons de GNL de Fos et/ou d'Espagne vers l'Asie) et qui va les payer (consommateurs finals français).
- L'étude permet uniquement de conclure que le schéma d'investissement Val de Saône + Gascogne/Midi est préférable au schéma Val de Saône + Eridan ; mais pas qu'il apporte un avantage décisif au système gazier français dans la majorité des scénarios (positif pour 1 scénario sur 3 seulement), ni qu'il est optimal dans l'ordre de mérite des solutions possibles. Le scénario d'investissement préconisé n'est en particulier pas comparé à la mise en place de mécanismes contractuels de type appels de flux localisés.
- Le manque de visibilité de l'étude, en particulier sur les avantages apportés aux consommateurs français dans leur globalité, doit amener à interpréter ses résultats avec précaution.

2) Sur les résultats qualitatifs :

- Les gains potentiels apportés à certains consommateurs de la zone Sud seront payés en grande partie par tous les consommateurs de la zone Nord, à la fois par des hausses de tarifs et par une hausse du prix au PEG Nord. Globalement, le gain pour les consommateurs français n'est pas démontré.
- Par ailleurs, l'attractivité d'un marché du gaz ne dépend pas de sa taille. Ainsi, le marché néerlandais est beaucoup plus développé et attractif que le marché italien, malgré une demande de gaz largement inférieure. L'amélioration de l'attractivité du marché français et l'impact en résultant ne sont en aucun cas prouvés.

**Question 3 : Partagez-vous l'analyse de la CRE, en ce qui concerne les résultats de l'étude Pöyry au niveau de l'Europe ?**

Storengy ne partage pas l'analyse de la CRE sur les bénéfices pour l'ensemble du marché européen.

En l'absence de précision dans la consultation, les consommateurs français pourraient avoir à payer en partie la décongestion du marché espagnol. Ainsi, prendre en compte les bénéfices attendus en Espagne biaise les résultats du point de vue des consommateurs français. Storengy demande que ce sujet soit clarifié par la CRE par exemple par une augmentation tarifaire significative au point de sortie vers l'Espagne.

Par ailleurs, la convergence des prix envisagée va entraîner une hausse marginale du prix au PEG Nord et par conséquent sur l'ensemble des PEG de l'Europe du Nord, ce qui n'est pas mesuré par l'étude.

#### **Question 4 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE ?**

Storengy ne partage pas les orientations de la CRE et estime que la démonstration n'est pas faite que le schéma d'investissement proposé soit l'optimum.

Il semble risqué de prendre une décision d'investissement si lourde, impactant pour plusieurs dizaines d'années le marché du gaz français ainsi que la compétitivité du gaz naturel, aussi rapidement. Avec le recul, on mesure d'ailleurs concrètement ce risque avec la décision prise pour le projet Eridan, qui n'apparaît aujourd'hui plus justifié.

A ce sujet, Storengy appelle à une clarification sur le projet Eridan. Conformément aux conclusions de l'étude Poyry, une décision positive sur le schéma d'investissement Val de Saône/Gascogne+Midi doit entraîner dans le même temps une décision explicite d'arrêter le projet Eridan.

#### **Question 5 : Etes-vous favorable à la fusion anticipée des zones Nord et Sud avant la mise en service des investissements de décongestion ?**

Storengy est défavorable à la fusion anticipée des zones.

L'existence d'un signal prix spécifique à la zone Sud est la traduction d'une réalité physique qu'il serait dangereux d'ignorer. Cette fusion anticipée des zones pourrait créer des problématiques fortes en termes de sécurité d'approvisionnement : les expéditeurs n'auraient plus à équilibrer leur bilan gazier dans la zone Sud, ce qui dés-inciterait le marché à amener du GNL à Fos et à réserver des capacités de stockage dans la zone Sud.

Le retour d'expérience européen récent (allemand notamment) a montré qu'une fusion de zones mise en œuvre artificiellement et trop rapidement pouvait avoir des effets négatifs, à court et moyen terme, sur le fonctionnement efficace du marché, et in fine, sur la sécurité d'approvisionnement du marché considéré.

Storengy estime qu'avant d'envisager la fusion anticipée des zones, il faut mener une revue complète des infrastructures existantes et de leur utilisation combinée optimale (exemple du produit JTS, qui peut encore être amélioré).

**Question 6 : Selon vous, une telle fusion doit-elle être fondée uniquement sur des achats de gaz dans le sud par les GRT ou doit-elle s'appuyer sur des obligations de flux de GNL ? Dans ce dernier cas, quel type d'obligation préconisez-vous ?**

Storengy souhaite que si des appels de flux sont envisagés, ceux-ci soient étendus aux capacités de stockage de gaz.

**Question 7 : Etes-vous favorable à la commercialisation par GRTgaz de capacité Nord vers Sud supplémentaires jusqu'en 2018, sur la base d'outils contractuels ? Etes-vous favorable au mécanisme envisagé par la CRE ? Si non, quels seraient selon vous les outils les plus adéquats ?**

Le système tel qu'il est conçu est discriminatoire pour les stockages. L'appel de flux dans le sens Sud/Nord doit pouvoir aussi provenir des stockages de la zone GRTgaz Sud et pas seulement des points d'entrée au PITTM Fos ou au point Pirineos.

De plus, ces mécanismes devront s'intégrer de manière transparente et non discriminatoire dans le cadre de la fusion des PEGs entre les zones GRTgaz Sud et TIGF, en particulier au niveau du flux prévu sur la liaison entre ces deux zones d'équilibrage.

**Question 8 : Etes-vous favorable à la mise en oeuvre des outils envisagés par la CRE pour éviter l'apparition de la congestion sud-est ?**

Pas de réponse

**Question 9 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE ?**

Storengy ne partage pas les orientations de la CRE.

Storengy suggère qu'avant d'envisager la fusion des zones, anticipée ou non, il faut utiliser au maximum le levier de l'utilisation optimale des infrastructures existantes, et du stockage en particulier :

- poursuite du développement des produits de type JTS ;
- appels de flux localisés aux PITS
- tarifs incitatifs sur les PITS (négatifs) ;
- ...

**Question 10 : Avez-vous d'autres remarques ou propositions ?**

Storengy souhaite préciser que les coûts d'adaptation et/ou de démantèlement de l'interconnexion existante à Etrez appartenant à Storengy doivent être intégralement pris en compte par GRTgaz dans le cadre de son projet Val de Saône qui prévoit la création d'une nouvelle interconnexion à Etrez.